

LA CRISE

L'échec du libéralisme

Aujourd'hui, il serait difficile de nier que la crise globale que nous subissons est bien l'aboutissement logique et inéluctable du virage économique vers le libéralisme anglo-saxon des années 80, rendu possible par l'échec de l'Union Soviétique. Thatcher en Angleterre puis Reagan aux USA répandent alors sur toute la planète l'ultra-libéralisme et leur idéologie néoconservatrice. En Europe, la dérégulation au nom du marché et de la concurrence " libre et non faussée " présentés comme les seuls moteurs d'une prospérité générale fut et demeure le crédo de la construction européenne.

Aujourd'hui, c'est le libéralisme poussé à son extrême, le déchaînement du capital financier qui est en train de ruiner les Etats et les peuples. Aux USA puis en Europe, les acteurs financiers ont imposé leur loi face à l'inconséquence d'une classe politique docile et servile. Leur indécente obsession du profit maximum a eu raison des principaux systèmes de régulation publique.

Parallèlement à la dérèglementation publique, une autre donnée importante de ce modèle au niveau mondial est la compression des salaires, une fiscalité favorable aux profits et aux revenus de la rente financière. En 25 ans, 10 points de PIB des salaires sont allés vers le capital. Alors, comment maintenir son niveau de vie si les salaires sont amoindris ? Par l'endettement. Et c'est là que les fameux " subprimes " interviennent, ces crédits hypothécaires destinés aux familles américaines déjà surendettées. Nous

connaissons, hélas, la suite...

Et voilà qu'à présent, non contents d'avoir déclenché cette débâcle, ces mêmes acteurs financiers s'en remettent aux Etats pour régler, à coups de centaines de milliards d'euros d'argent public, la faillite de leur gestion. Quant aux responsables politiques qui préconisaient depuis des années que le marché était capable de s'autoréguler, les voilà obligés en urgence, aujourd'hui, de faire l'inverse de ce qu'ils proposaient hier, perdant ainsi toute crédibilité.

Pire ! Les premières réactions des représentants de la majorité, du Gouvernement et du Président de la République ont été de déclarer qu'il était nécessaire de poursuivre les réformes... Or, aucune desdites réformes ne va dans le sens d'une régulation du capitalisme. Nul n'a annoncé la fin de la privatisation des profits et de la socialisation des pertes. Nul n'a annoncé l'arrêt de la privatisation d'un service public comme la Poste. Nul n'a proposé l'arrêt de la réduction drastique de la dépense publique, outil d'intervention de l'Etat. Nul n'a proposé d'arrêter la casse des services publics. Et quand on pense qu'en 2006, N. Sarkozy se faisait le chantre des fonds de pension ! Qu'en serait-il des retraites présentes et futures ?

Dans ce contexte, il est clair que le pire est à venir.

<http://www.grozbulles.eu>

GrozBulles Saison

LA CRISE FINANCIÈRE
VUE PAR LES ENFANTS

SPECIAL
KRACH



Aujourd'hui, la Gauche, consciente que le coût humain de cette crise va être terrible, se doit d'exiger et d'oeuvrer pour que cette crise débouche sur une autre politique. L'histoire nous a appris que de telles crises débouchent souvent sur des guerres...

Andrée Alziary

CONFÉRENCE DÉBAT ORGANISÉE PAR
LE CERCLE PROGRESSISTE CARNUSSIEN

Rythmes de l'enfant, rythmes scolaires et apprentissage

Semaine de 4 jours, diminution du nombre d'heures d'enseignement, suppression du soutien scolaire spécialisé : quelles conséquences pour nos enfants ? Doit-on s'inquiéter ? Quelles propositions pour une école plus efficace et bénéfique pour tous les enfants ?

en présence d'enseignants
et de responsables associatifs

Samedi 6 Décembre à 15h

au clos Blancheton

derrière la Mairie (Carnoux)

Et si on osait la gratuité des transports publics métropolitains !

La communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'Etoile a annoncé récemment sa volonté de mettre en place la gratuité des transports en commun dès l'année 2009, financée à la fois par des participations des entreprises et par le budget communautaire.

L'idée de la gratuité des transports en commun urbains vise à accélérer la prise de conscience des citoyens ainsi que le changement des comportements vis-à-vis des transports en commun. en y amenant de nouveaux usagers et en favorisant les échanges dans l'agglomération (travail, activités, citoyenneté, ...). Le fait que les transports en commun soient aujourd'hui largement subventionnés et que des catégories de citoyens toujours plus nombreuses bénéficient de tarifs préférentiels (jeunes, vieux, chômeurs, RMistes ...), a partout diminué relativement les recettes de billetterie, souvent en dessous de 30% du budget de fonctionnement. L'idée de rendre gratuit le transport commun urbain, acte éminemment symbolique, tout en supprimant les dépenses de billetterie et de contrôle, est devenue ainsi séduisante.

La gratuité existe depuis de nombreuses années dans certaines villes pionnières. Colomiers (près de Toulouse) et Compiègne (Oise), la pratiquent depuis les années 70. Dans les années 1995-2000, les municipalités de Vitry (Ille-et-Vilaine), Châteauroux et Issoudun (Indre), ainsi que Mayenne (Mayenne) ont suivi l'exemple, ainsi que, plus récemment, Cluses (Haute-Savoie). Les villes de Bar-le-Duc (Meuse) et Castres (Tarn) mettent actuellement en place la gratuité. Toutes ces mesures ont été un succès, immédiatement plébiscité par une très forte augmentation de fréquentation. Dans les grandes villes, l'idée de gratuité est nettement apparue durant la campagne des dernières municipales, comme à Toulouse, Nantes ou Nice. A Marseille, la liste "Marseille contre-attaque à gauche" en avait fait l'un des points de son programme, estimant le coût à 57 M€ par an.

Le budget de la RTM est en effet financé, bon an mal an, par les usagers (billetterie) à hauteur de 30%, par le versement transport payé par les entreprises à hauteur de 50% et par les subventions des collectivités, à hauteur de 20%. Le coût apparent de la gratuité est

donc d'environ 30% du budget de 220 M€, soit 70 M€. Dans le cas de la métropole marseillaise, la gratuité reviendrait soit à solliciter plus les employeurs, soit à multiplier par deux les subventions publiques.

Il est sans doute possible de solliciter plus les employeurs. En effet, le problème du transport des salariés est une véritable plaie qui freine le développement économique. En Mars 2008, la réunion "Mon entreprise, ma ville", organisée par l'UPE13 avait montré l'inquiétude des dirigeants d'entreprise sur ce sujet. La fluidité routière gagnée par l'utilisation plus massive des transports en commun, la diminution des accidents de trajet, des maladies de stress, des retards au travail, la résolution des problèmes aigus de parking des employés et des clients des entreprises, la pollution pourraient convaincre les employeurs de s'engager dans une opération à long terme et à financer une partie supplémentaire.

Loïn d'être farfelue, l'idée pourrait être un déclencheur comportemental

Mais, quelle que soit l'implication des entreprises dans un projet citoyen de ce type, il faudrait augmenter la participation des collectivités locales, ce qui, somme toute, ne revient même pas à doubler leurs subventions d'équilibre. Ceci semble tout à fait faisable. Du moins, il conviendrait de s'y pencher rapidement, sous peine d'asphyxie sociale et économique. A Marseille, on estime à environ 500 M€/an le coût des nuisances dues à la carence en matière de déplacements. La gratuité des transports marquerait symboliquement la volonté conjointe des politiques et du monde économique, d'innover devant ce problème majeur.

L'Etat a démissionné. Il finançait, dans les années 70, 40% des investissements, avant de tomber, dans les années 90 à 15%, soit moins que la TVA lorsqu'elle est récupérée... Depuis les 1^{er} janvier 2004, l'Etat a supprimé le dispositif d'aide aux transports collectifs, n'octroyant qu'au compte-gouttes des subventions sur les très gros équipements. Certes, la gratuité a un coût. Lyon a déjà étudié



La gratuité : à examiner à la lumière du développement durable et des coûts sociaux sur le long terme

la question. Aubagne chiffre le sur-coût annuel à 800 000 € pour 94 000 habitants. Pour MPM (50 à 70 M€ pour 981 000 habitants), le coût par habitant serait 7 fois plus élevé, pourtant bien moindre que pour Lyon (120 M€ pour 1.2 million d'habitants). Mais les usagers de la RTM viennent également d'un espace beaucoup plus vaste que la Communauté urbaine, et les Collectivités locales susceptibles de participer au financement pourraient être plus nombreuses. La gratuité des transports en commun dans la communauté urbaine de Marseille n'est pas une idée farfelue. Elle pourrait être le déclencheur de modifications comportementales en profondeur des habitants et de ses acteurs économiques, sociaux, éducatifs, culturels ... Elle doit être sérieusement étudiée, en relation avec le développement que nous souhaitons pour notre métropole. Elle ne peut que s'inscrire dans une démarche de coût global (santé, environnement, économie, temps perdu, mixité, ...) et sur le long terme. Elle doit être supportée par un modèle économique viable.

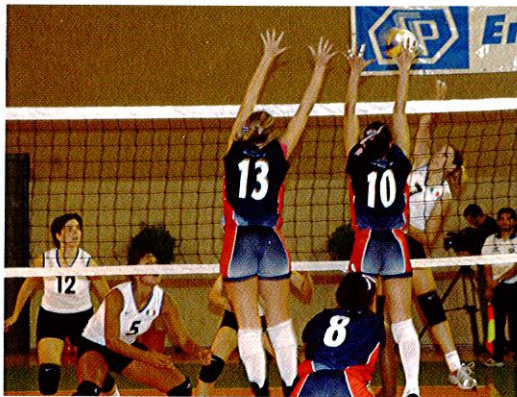
Jacques Boulesteix

Pour en savoir plus :

<http://boulesteix.blog.lemonde.fr/2008/09/21/la-gratuite-des-transports-en-commun-pourquoi-pas/>

La pratique sportive de loisir : encore une utopie à Carnoux ?

Bonne nouvelle, saluée comme il se doit dans la revue municipale : l'équipe de volley-ball féminine de Carnoux accède en Nationale 3. On ne peut que s'en réjouir, sauf pour la quinzaine de volleyeurs amateurs qui pratiquent ce sport en loisir depuis plusieurs années sur Carnoux et qui se retrouvent du jour au lendemain privés d'accès au gymnase pour leur séance hebdomadaire. Petit dégât collatéral et sans grande incidence : une nouvelle association est créée et les amateurs de volley loisir iront désormais s'entraîner à Cassis qui met généreusement ses équipements sportifs à leur disposition. Ce n'est qu'un épisode supplémentaire de la fuite en avant des associations sportives de Carnoux vers toujours plus de compétition au détriment d'une pratique plus familiale et conviviale du sport.



La dérive n'est pas propre à Carnoux mais force est de constater qu'elle est particulièrement visible dans notre commune où la municipalité encourage largement, par ses subventions, le sport de compétition et investit par exemple massivement pour accompagner les évolutions d'une équipe de foot, qui ne concerne au quotidien que bien peu de Carnoussiens, alors qu'elle laisse se dégrader inexorablement tous les espaces publics permettant la pratique sportive en libre accès. L'état déplorable des terrains de sport situés à Lou Caïre est emblématique. On a honte d'y voir évoluer les enfants du quartier au milieu de la boue et des gravats quand les communes voisines de Cassis, Aubagne, La Bedoule ou Gémenos mettent à

disposition des terrains neufs et bien entretenus auxquels chacun peut accéder en famille le week-end. La situation devrait certainement s'améliorer dans un proche avenir puisque la rénovation de ces terrains figurait au programme de l'actuelle équipe municipale. Espérons que cela ne se traduira pas par la confiscation de ces installations au profit d'associations sportives tournées exclusivement vers la compétition.

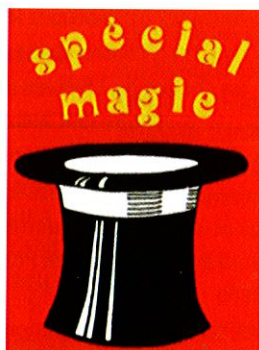
Une activité sportive régulière est utile pour se maintenir en bonne santé et limiter certains maux, tels l'obésité ou les maladies cardio-vasculaires. Le sport de compétition est loin de répondre à une telle nécessité de santé publique, d'autant qu'il ne touche généralement qu'un très petit nombre de pratiquants, et cantonne les autres devant leur téléviseur ou sur les tribunes des stades. Au-delà, et les récents Jeux olympiques en ont encore apporté la démonstration, le sport de compétition ne fait que développer le nationalisme et la rage de vaincre l'adversaire, qui justifient certaines dérives comme le dopage ou la corruption.

Le sport a bien d'autres vertus et constitue un excellent vecteur pédagogique pour développer le goût de l'effort mais aussi la solidarité et la convivialité. Encore faut-il ne pas perdre de vue de tels objectifs et se donner les moyens pour les atteindre réellement. Puisse la municipalité de Carnoux entendre le message et permettre enfin l'accès de tous à des équipements sportifs corrects...

Marc Vincent

Donne-moi ton argent, que je te le prête...

40 milliards d'euros de recapitalisation, 320 milliards de prêts. Plutôt que de créer un vrai pôle financier public, Nicolas Sarkozy a choyé les banques. L'Etat va donc financer des banques pour qu'elles puissent prêter de l'argent aux entreprises et aux particuliers. Donne-moi ton argent, que je te le prête... C'est très fort !



l'argent.

2) pour cela, les Etats vont donc (encore) emprunter... auprès des banques.

3) tout ceci ne coûtera(it) rien au contribuable (ni impôts, ni inflation, ni chômage).

Les prestidigitateurs sont passés. Je n'ai pas tout compris, mais le billet qui était dans mon portefeuille s'est retrouvé, plié en quatre, dans la poche

du magicien. Phénoménal !

Jacques Talon

Dans nos sociétés pénétrées de dogmes libéraux, il est sous-entendu que l'égoïsme de l'individu serait économiquement profitable à la société tout entière. La crise actuelle, que certains prétendent avoir vu venir de loin, en apporte un démenti formel. On nous a effectivement raconté des histoires dans tous les sens du terme. Cette entreprise de corruption a pris des formes bien repérées : ententes, cartels, délits d'initiés, titrisation, hedge funds, manipulations comptables, évasion fiscale, abus de biens sociaux, etc. Ces activités délictueuses et corruptrices ne sont pas très éloignées de la prédation mafieuse. Tout cela est du vol.

Même Alan Greenspan, qui a dirigé la banque centrale américaine pendant 18 ans, a reconnu s'être trompé et avoue que son approche idéologique était erronée et que le marché n'était ni infallible, ni efficace. Mais il y a plus grave encore : cette entreprise de corruption des esprits a atteint tous les secteurs de la société. La cité - c'est-à-dire l'être ensemble - est ainsi dérégulée. Le sens et la valeur de nos vies dans ce monde en sont même fortement affectées : pacte social largement écorné, perversions, dépressions, addictions, suicides, etc...

Comment s'en remettre de nouveau à ces gens qui nous ont conduits dans le mur, alors que le supposé remède libéral à tous les maux s'effondre lamentablement aujourd'hui ? On aura peut-être relancé les banques, mais pas forcément le réaménagement du "vivre ensemble". Il s'agit aujourd'hui de ne plus laisser faire les égoïsmes. Le citoyen du monde doit trouver une nouvelle vigueur intellectuelle face aux virus installés dans le logiciel du système. Et c'est ensemble qu'on y parviendra.

Jacques Tonnelle

A quand la démocratie municipale ?

Depuis la mise en place, en mars dernier, du nouveau Conseil Municipal, sept réunions de ce Conseil ont été tenues, souvent dans un climat tendu, la majorité



municipale ne supportant pas les questions et les remarques de la part des élus d'opposition qui irritent Monsieur le Maire. A Carnoux, soit on est d'accord avec les propositions de ces Messieurs-Dames, soit on polémique de manière stérile.

Lorsqu'on prétend et déclare être le Maire de tous les Carnussiens, il nous semblerait tout à fait normal que les élus d'opposition, toutes tendances confondues, puissent s'exprimer librement. Il faut rappeler que lors des dernières élections municipales, un Carnussien sur deux n'a pas soutenu la liste de M. le Maire. Près de 50 % de la population éléctrice n'aurait-elle pas le droit à l'écoute et à la parole au sein de l'instance du Conseil Municipal ?

Il est grand temps qu'un climat plus serein s'installe durablement. Notre groupe a maintes fois fait des propositions constructives et réclame des commissions de travail (transports, déchets, école...). A ce jour, nous ne sommes toujours pas entendus.

Contradiction, quand tu nous tiens...

Le bulletin municipal " *Le Messager* " nous a annoncé une rentrée scolaire " en douceur ". Soit. Alors,



pourquoi ce vote du Conseil Municipal, en début d'année scolaire, contre la fermeture d'une classe en maternelle à Carnoux ? Pourtant, c'est la conséquence directe de la politique de réduction des effectifs enseignants mise en place par le

Gouvernement !

Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux, vous qui avez soutenu les candidatures de Nicolas Sarkozy et de Bernard Deflesselles, comment osez-vous aujourd'hui, faire semblant de lutter contre leur politique ? N'avez-vous donc pas de figure ?

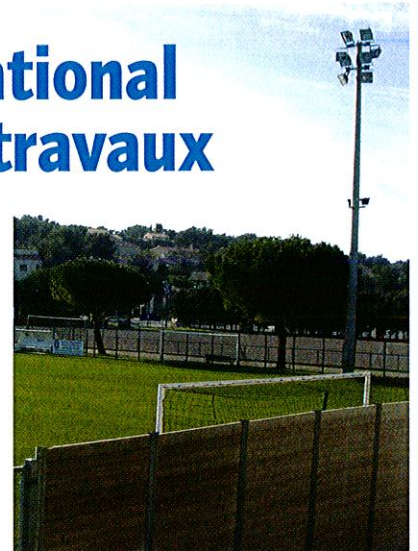
Guy Hélin

Laurent Mauneau

Retrouvez l'actualité de la vie municipale sur le site <http://carnoux-gcs.fr>

FOOTBALL

Le SOCC en National et encore des travaux sur le stade !



A peine l'élargissement du terrain (recul des grilles de sécurité) terminé, que de nouveaux travaux doivent être réalisés. En attendant, l'équipe nouvellement promue en National doit jouer ses matches à domicile sur un terrain à Marignane. Cette fois, c'est l'éclairage notamment qui n'est plus aux normes : coût de ces nouveaux aménagements : 1.315.000 euros. Cette question a été soumise au vote du Conseil Municipal le 25 septembre. Comme moi, 3 autres Conseillers se sont abstenus lors de ce vote.

Pour ma part, mon abstention a été motivée par plusieurs préoccupations :

1 - Ces travaux coûteux interviennent après de nombreux autres tout aussi coûteux : construction d'un vestiaire spécifique pour les arbitres ; réfection totale du bâtiment abritant le siège du club et l'association " Ensemble pour Carnoux " ; autres nombreux aménagements, le tout représentant à ce jour la somme de plusieurs millions d'euros, sans compter le budget d'entretien courant annuel.

2 - Monsieur le Maire annonce que 1500 personnes pourraient être présentes au stade les soirs de matches. Voilà qui promet une belle animation les vendredis ou samedis soir autour du stade Marcel Cerdan ! Qui dit 1500 spectateurs et plus lorsque l'équipe sera en L2 dit plusieurs centaines de voitures qui chercheraient

un stationnement au plus près de l'entrée, créant ainsi de sérieux problèmes de sécurité, et de pollutions diverses (gaz d'échappement, bruit, saleté).

Sans aborder le domaine financier du Club, a-t-on les moyens, à Carnoux, d'avoir une équipe de très haut niveau et de faire face à tous les équipements qui en découlent ? Dans son contexte actuel, le stade Marcel Cerdan n'est pas adapté pour accueillir de telles rencontres et plusieurs milliers de spectateurs. De plus, la vie sociale et commerciale de notre ville ne tirera aucun profit de cette situation. Seuls les riverains subiront de nouvelles nuisances.

Quelles retombées peut-on attendre d'engagement financier sportif compétitif (bien aléatoire) au détriment d'un soutien sportif plus social ? A-t-on aussi mesuré le gâchis que représentent ces dépenses si, par malheur, l'équipe "fanion" redescendait dans une division inférieure à bref délai. La fuite en avant ne sied guère à une gestion " de bon père de famille " !

Guy Hélin

Pourquoi adhérer ? Et bien, pour au moins une raison importante

Plus nous sommes d'adhérents, plus nous avons de poids auprès de la mairie de Carnoux, auprès de nos partenaires politiques, aux côtés de nos amis membres d'autres associations citoyennes, pour défendre plus efficacement nos idées.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Signature :

Recopiez ou découpez le bulletin ci-contre, libellez un chèque de 15 euros à l'ordre du Cercle Progressiste Carnussien, puis expédiez-le à l'adresse ci-contre.
13470 Carnoux en Pce

Les statuts de l'association vous seront adressés sur simple demande.

Votre aide financière est essentielle pour éditer notre Lettre, notre Journal et organiser nos conférences et actions. Les dons sont possibles.

Le Cercle Progressiste Carnussien
30 avenue Maréchal Foch
13470 Carnoux en Pce

www.carnouxprogres.com
mail : carnouxprogres@ifrance.com